



MOTION DE DEFIANCE MOUVEMENTS LOCAUX

Les CAP locales qui se déroulent ce jour se tiennent dans un climat des plus particulier, après un premier boycott prononcé les 7 et 8 juillet dernier.

Nous avons dénoncé dans la liminaire à ces Cap , les manquements en matière de diffusion des informations, de documents de travail peu lisibles impropres à une analyse correcte des tableaux, des fuites répandues en amont des séances, au détriment des élus du personnel.

Nous dénonçons le manque total de transparence malgré nos demandes constantes et répétées.

Les éléments communiqués lors de la Cap Locale A, le 07Juillet,(détachements d'un C et d'un B), annoncés comme décidés ne semblent plus devoir être discutés, ni même abordés ce jour.

Nous rappelons que ces éléments influencent sans commune mesure l'affectation des agents de l'ensemble de ces mouvements.

Ce manque de transparence fait état d'une gestion des personnels pour le moins inique. Nous suspectons par ailleurs un mouvement des personnels en dehors des CAP :

– un détachement de C et de B , dont un en dehors de tout respect des RAN et des missions structures.

– Le non respect des doctrines d'emploi (remplacement d'un B par un C technique et inversement).

De telles pratiques risquent de susciter une totale incompréhension de la part des personnels, et un sentiment d'arbitraire qui ne favorisera pas un dialogue social constructif, dans l'avenir.

Ce type de décision va par ailleurs créer une jurisprudence regrettable, dont vous aurez à mesurer les effets en termes de gestion des personnels dans les mois à venir.

Si des détachements non justifiés et purement fonctionnels devaient intervenir à postériori de cette Cap, nous alerterons nos instances nationales respectives, ainsi que la Direction Générale sur ces pratiques pour le moins opaques.